



Daniel COGNEAU

*Professeur d'Éducation Physique et Sportive — Conseiller Municipal de Châteaudun
Secrétaire de la Section locale du P.S.U. — Chevalier des Palmes Académiques,
Médaille d'argent de l'E.P., — Croix de guerre 39-45,
Médaille de la Reconnaissance Française,
Titulaire pour faits de guerre de distinctions Américaines, Anglaises et Belges.*

Candidat du

Parti Socialiste Unifié

Suppléant : **Jean MERET**

*[Cultivateur à Châteaudun, — Combattant volontaire de la Résistance,
Médaille de la Reconnaissance Française.*

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le Parti Socialiste Unifié, parti d'avant-garde, est le plus jeune de France. Fondé en avril 1960 par des hommes venus de la Gauche traditionnelle, sa croissance, sa vitalité, prouvent qu'il exprime un courant politique réel et nécessaire. Quatre lignes directrices principales définissent l'action qu'il a entreprise et qu'il continue à mener :

- *Lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme : Afrique, Vietnam ;*
- *Opposition au régime gaulliste et au capitalisme ;*
- *Renouveau du Socialisme par l'importance accordée au programme ;*
- *Unité de la Gauche.*

NOUS NOUS OPPOSONS

LA DÉMOCRATIE

— au pouvoir personnel, pouvoir de décision d'un seul homme dans tous les domaines ;

— à la stabilité gouvernementale factice maintenue par la volonté du seul Chef de l'État ;

— au maintien du Sénat dans sa forme actuelle : son mode d'élection en fait une force conservatrice et un organisme inutile puisque sans pouvoirs réels ;

— au référendum sous sa forme actuelle : question posée par le Chef de l'État qui transforme cette consultation en plébiscite ;

— à l'emprise grandissante de l'État sur la justice ;

— à la main-mise de l'État et des groupements financiers sur tous les moyens d'information : Télévision, Radio, Presse ;

— à la désignation par le pouvoir des membres des organismes régionaux ;

— au transfert aux communes des charges imputables à l'État ;

— aux mesures arbitraires dont sont souvent victimes les militants syndicalistes : licenciement, déplacement... ;

NOUS PROPOSONS

— la construction d'une démocratie nouvelle permettant l'édification du SOCIALISME par le jeu d'un véritable régime parlementaire ;

— la stabilité gouvernementale obtenue par l'entente de la majorité parlementaire sur un PROGRAMME ;

— UNE LÉGISLATURE, UN GOUVERNEMENT, UN PLAN, c'est LE CONTRAT DE LÉGISLATURE ;

— UNE ASSEMBLÉE ÉCONOMIQUE ÉLUE, où chaque catégorie sociale aurait une représentation proportionnelle à son effectif dans la Nation (ouvriers d'usines ou agricoles, employés, commerçants, cultivateurs, cadres, artisans, fonctionnaires...). Son rôle principal serait l'élaboration du PLAN et le contrôle de son exécution ;

— le recours exceptionnel à l'arbitrage du corps électoral sur question posée par l'Assemblée Nationale ;

— UN POUVOIR JUDICIAIRE vraiment indépendant du Gouvernement et seul responsable de la police ;

— un nouveau statut de l'O.R.T.F. assurant son indépendance complète à l'égard de l'État ; la remise des grandes entreprises de presse à des groupements professionnels et à des associations populaires ;

— la mise en place d'institutions régionales démocratiques : Assemblée régionale élue au suffrage universel chargée de l'élaboration d'un plan régional et de son articulation sur le plan national ;

— la prise en charge par l'État de toutes les dépenses d'intérêt général : enseignement, aménagements... ;

— la reconnaissance et la garantie de la section syndicale d'entreprise ; l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise ;

L'ECONOMIE NATIONALE

— à l'asservissement de l'HOMME par la MACHINE grâce au V^e Plan qui :

- refuse la réduction de la durée du travail,
- aggrave les inégalités sociales en limitant à 3 % la hausse des salaires, mais accepte 10 % pour les profits des sociétés,
- se contente d'une expansion annuelle de 5 % et organise un chômage larvé,
- donne la priorité à l'armement nucléaire ;

— à l'intégration du monde agricole dans des structures capitalistes dominées par les trusts alimentaires et les banques ;

— à l'accaparement de la terre par les riches ou les sociétés anonymes à capitaux bancaires ;

— à l'injustice fiscale grandissante ;

— d'assurer le DROIT au BIEN ÊTRE de TOUS par

- le retour aux 40 heures,
- l'augmentation des 2/3 du S.M.I.G.,
- la retraite minimale à 250 F mensuels à partir de 60 ans (55 ans pour les femmes),
- la suppression des zones d'abattement,
- une augmentation des investissements indispensables au plein emploi,
- la suppression de la zone blanche qui gêne l'implantation d'usines sur les arrondissements de NOGENT et CHATEAUDUN,
- la priorité à l'équipement productif : création et agrandissement de nombreuses usines,
- l'octroi aux producteurs du contrôle de la transformation et de la commercialisation de leurs produits dans le cadre du plan,
- l'achat à l'aide de fonds publics de terres rendues libres et leur location à des groupements coopératifs d'agriculteurs. L'amélioration substantielle des conditions de vie et la promotion sociale des ouvriers agricoles,
- une taxation énergique du capital et des hauts revenus ;

POLITIQUE SOCIALE

— au CAPITALISME fondé sur la recherche du PROFIT : il écrase l'HOMME.

— le SOCIALISME fondé sur le respect de l'HOMME pour sa promotion et sa libération ;

NOUS DÉNONÇONS

— l'insuffisance des crédits de l'Éducation Nationale, cause du manque de locaux et de personnel qualifié à tous les niveaux et de la fermeture de nombreuses classes (60 pour la rentrée 1967) ;

— l'aggravation de l'injustice sociale par l'insuffisance des bourses ;

— l'abandon par l'État à des Établissements privés de la formation professionnelle des jeunes ;

— le maintien des lois antilaïques ;

— la situation catastrophique des hôpitaux, l'insuffisance numérique du corps médical et la pénurie tragique d'infirmières qualifiées ;

— le maintien de la loi de 1920 qui empêche l'information du couple et la mise en pratique des moyens anticonceptionnels ;

— l'exploitation des jeunes par la société de consommation et les besoins artificiels créés par la publicité ;

— la spéculation sur les terrains à bâtir et l'insuffisance du nombre des logements sociaux.

NOUS RÉCLAMONS

— un budget plus important de l'Éducation Nationale : constructions de locaux, créations des postes nécessaires, une réelle formation des maîtres ;

— un plus grand nombre de bourses ;

— l'allocation d'études sur critères universitaires ;

— la création des établissements d'Enseignement Technique qui font cruellement défaut dans notre circonscription (collèges et lycées techniques, écoles d'agriculture) ;

— une seule école laïque et gratuite ;

— un accroissement considérable du budget sanitaire et la création d'un véritable service social de santé qui amène progressivement la gratuité des soins pour toutes les catégories sociales ;

— le développement des centres de Planning Familial ;

— la mise en place de l'équipement nécessaire à l'organisation des loisirs ; la formation d'animateurs qualifiés ;

— la municipalisation des terrains à bâtir et la construction annuelle de 550.000 logements dont 300.000 H.L.M. .

POLITIQUE INTERNATIONALE

NOUS PROTESTONS contre :

— l'agression commise par le Gouvernement des U.S.A. contre le peuple Vietnamien ;

— la course aux armements atomiques ;

— le mauvais emploi de l'aide accordée aux pays du Tiers-Monde ;

— le caractère nationaliste de la politique étrangère de l'actuel Gouvernement français.

NOUS LUTTONS pour :

— le droit du peuple du Sud-Vietnam à disposer de lui-même et la neutralisation du Sud-Est Asiatique ;

— le désarmement général, simultané et contrôlé ; la ratification par la France des accords de Moscou ;

— donner à ces pays une aide permettant la mise en place de réalisations techniques et la formation d'une main-d'œuvre capable de les utiliser ;

— l'élargissement du Marché Commun et la construction d'une Europe démocratique pleinement indépendante à l'égard des grands blocs.

Faites confiance à notre candidat : issu d'une famille d'ouvriers agricoles du canton de Brou, ancien instituteur, professeur au lycée de Châteaudun, il connaît bien la région et ses problèmes.

POUR UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE

POUR L'UNION DE LA GAUCHE AU SECOND TOUR, AVEC Pierre MENDÈS-FRANCE

Votez Parti Socialiste Unifié